Candidature de Représentation Régionale et Professionnelle

Mesdames, Messieurs,

Cette fois encore l'électeur se trouve devant le dilemme : "De Gaulle ou les Partis", "La stabilité ou l'anarchie". Je pense, quant à moi, que le problème est mal posé : La stabilité réside dans le respect de la Constitution, le Chef de l'Etat a été élu voici un an et cette élection ne peut être remise en cause. Il s'agit aujourd'hui de savoir si nous lui donnons un blanc-seing en envoyant à l'Assemblée une majorité inconditionnelle ou si nous désignons des mandataires chargés, selon la Constitution, d'étudier et de voter les lois conformément à des options fondamentales que nous aurons approuvées. L'élection, en effet, est bien **un contrat entre le Député et l'Electeur et non pas entre le Député et un Parti**. Ce contrat est PERSONNEL et son respect est incompatible avec la stricte discipline de vote imposée par les partis. Le Parlement peut et doit légiférer et dialoguer avec le Gouvernement sous l'arbitrage du Chef de l'Etat, sans aboutir aux stériles et éphémères coalitions de partis que nous avons connues dans le passé : il faut pour cela envoyer à l'Assemblée des représentants indépendants de ces partis qui s'engagent personnellement sur les options politiques qu'ils y défendront et dont ils rendront compte, de façon permanente, à leurs électeurs.

Tel est le sens de ma candidature et voici le contrat que je vous propose :

POLITIQUE GÉNÉRALE

- ⊙ NON à une majorité inconditionnelle.
- ⊙ NON au pouvoir personnel et à la procédure référendaire
- ⊙ NON aux objectifs de l'actuelle majorité, du **Gaullisme** et de ses succédanés
- ⊙ NON à toutes les forces occultes qui tirent dans les coulisses les ficelles de la Politique et des Partis (200 familles et autres puissances financières).

Concentration économique et financière.
Technocratie. - Renforcement de la Centralisation administrative.
Force de frappe nationale.
Distribution de nos deniers aux potentats des pays "sous-développés".
Entrée de la France dans l'orbite soviétique

POLITIQUE SOCIALE " à chacun selon son mérite "

- ⊙ Non au leurre des salaires indirects. — Réajustements individuels des salaires directs en fonction de l'accroissement de la productivité.
- ⊙ Réforme fiscale favorisant les revenus PROFESSIONNELS des salariés, des travailleurs indépendants, des commerçants, des agriculteurs.
- ⊙ Revalorisation de la fonction publique : des fonctionnaires moins nombreux, mais mieux payés. (sauf en matière d'enseignement où il nous faut à la fois plus de maitres et mieux rémunérés).
- ⊙ MINIMUM VITAL AUX VIEUX TRAVAILLEURS. Organisation de services d'aide efficaces pour les avantages en nature à l'échelon de la circonscription.
- ⊙ Réajustement de l'éventail des salaires en faveur des cadres.
- ⊙ Refonte de la Sécurité Sociale : décentralisation, caisses professionnelles à gestion autonome, limitation des petits risques (en particulier en ce qui concerne les arrêts de travail).
- ⊙ Réforme des Allocations Familliales : Aide en nature aux familles nombreuses.
- ⊙ LIBRE EXERCICE DE LA MÉDECINE : le malade ne doit pas devenir un matricule, il doit avoir la totale liberté dans le choix de son médecin.
- ⊙ SOLUTION HUMAINE ET ÉQUITABLE du problème des rapatriés : indemnisation et reclassement.

Logement

- ⊙ Accession à la propriété de logements individuels.
- ⊙ Non aux très grands ensembles, foyers de maladies, de troubles sociaux, de délinquance juvénile, négation de la personne humaine.
  - Par aménagement des conditions de crédits
  - Par la lutte contre la spéculation sur les terrains (sans qu'il soit toutefois fait appel à la réquisition)
  - Par un contrôle renforcé de l'immobilier.

Appel à la réconciliation des Français.

- ⊙ Amnistie pleine et entière pour tous les prisonniers politiques
- ⊙ Effacement de toutes les séquelles des deux épurations gaullistes.
- ⊙ Union Nationale de tous les hommes de bonne volonté, qu'ils aient été de droite, de gauche ou du centre pourvu qu'ils échappent à la houlette des politiciens.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Indépendance nationale dans le cadre de l'Europe

Aucune satellisation ni russe, ni américaine, aussi bien économique que militaire.

Politique "occidentale" sous a protection provisoire du bouclier atlantique.

Méfiance (ce qui ne signifie pas hostilité) à l'égard du bloc communiste.

OUI à L'EUROPE, mais laquelle ?

Une Europe puissance militaire conventionnelle et nucléaire, seule susceptible de constituer une Troisième Force Mondiale.

Sur le plan économique et politique une Fédération Européenne Coopérative, c'est à dire :

- ⊙ Respectant les aspirations nationales.
- ⊙ Opposée à la concentration capitaliste.
- ⊙ Régie par un organisme de coordination économique et d'arbitrage.
- ⊙ Ouverte à tous les états européens souscrivant à une Charte Européenne.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
"Le Travail est la vraie richesse d'une Nation"

Neutralisation politique des trusts et puissances financières.

- Limitation de l'influence des partis (trop facilement soumis à des maîtres occultes) dans la gestion politique et économique de la Nation.
- Eviction de tous les grands commis des trusts et puissances financières des postes ministériels et des affaires publiques.
- Interdiction stricte et efficace des cumuls dans les fonctions de P.D.G. et Administrateurs.
- Lutte contre les coalitions d'intérêts entre fournisseurs de l'Etat.
- Limitation des concentrations financières et industrielles.
- Refonte du régime du Crédit (intérêts excessifs des Sociétés de Crédit).

Libéralisme économique.

- Non à la politique de Nationalisation qui conduit au capitalisme d'Etat : l'Etat est le plus mauvais des patrons.
- Oui aux notions de profit PROFESSIONNEL, de propriété privée et d'épargne.
- SOUTIEN DE L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE.
- SOUTIEN DU PETIT COMMERCE FACE AUX SOCIÉTÉS A SUCCURSALES MULTIPLES.
- Réglementation très stricte de la production et de la distribution des produits alimentaires (élevage, boucherie, boulangerie, etc... doivent échapper au cycle infernal de l'industrialisation et des falsifications "légales").
- REVALORISATION DE LA PRODUCTION ARTISANALE ET AGRICOLE (défense et organisation de la petite entreprise agricole familiale).
- Oui aux 14 points proposés par la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (P.M.E.).

Séparation des Budgets.

- La subvention doit être une exception, non une règle. (Les services publics ne doivent pas être plus déficitaires qu'une entreprise privée).
- Les revenus exceptionnels doivent aller à leur destination d'origine (vignette, impôts sur l'essence, etc...).

Economies budgétaires.

- Suppression de l'aide financière aux potentats des pays sous-développés.
- Aide technique pour la mise en valeur de ces pays.
- Limitation des crédits attribués à la force de frappe (constitution d'une force nucléaire européenne).
- Revalorisation et réforme de la fonction publique.

Politique de décentralisation.

- Suppression des zônes de salaires.
- Suppression des redevances d'implantation.
- Défense des collectivités locales.

J E U N E S S E

IL FAUT :

Proposer à la jeunesse un idéal.

- Restaurer les mouvements de jeunesse dans leurs conceptions d'autrefois : culte de l'effort, du courage moral et physique, de la droiture, du respect des conceptions familiales et nationales.
- Dépolitiser ces mouvements.
- Favoriser les organisations sportives mettant à la portée de TOUS la pratique de tous les sports individuels ou d'équipe.
- Réprimer le mercantilisme du sport professionnel.
- Organiser des cercles d'études culturelles, civiques, économiques et sociales dépolitisés.
- Rétablir le service militaire égal pour tous.

Assurer à toute la jeunesse un enseignement digne de celui que nous avons reçu :

« Mieux vaut une tête bien faite qu'une tête bien pleine »

- La réforme de l'enseignement est une monstrueuse entreprise de désintégration intellectuelle.
- Rétablissement du Baccalauréat et des disciplines anciennes.
- Il n'y a pas trop de candidats ou d'élèves : il n'y a pas assez de maitres ni d'écoles. C'est cette faillite du régime que l'on veut camoufler.

IL FAUT :

- Revaloriser le recrutement du personnel enseignant par un réajustement des traitements et lui rendre la place d'honneur qu'il occupait dans la Nation.
- Construire et équiper des écoles pour accueillir **tous** nos enfants.
- Laisser aux familles la libre orientation à donner aux études de leurs enfants.
- Revaloriser l'enseignement professionnel et l'apprentissage.

NOUS NE VOULONS PAS D'ÉTUDIANTS-ROBOTS ISSUS DE CARTES PERFORÉES

Mettre la jeunesse à l'abri de l'immoralité publique.

- Assainissement des rues parisiennes (réouverture des maisons, expulsion de la pègre, élimination du proxénétisme, etc...).
- Assainissement de la publicité, de la presse, de la radio.
- Rééducation morale, professionnelle et sociale des jeunes délinquants. Mesures préventives à l'égard des oisifs.

PERMETTRE AUX JEUNES MÉNAGES UN BON DÉPART DANS LA VIE FAMILIALE PAR UNE POLITIQUE DE PRET HARDIE, A FAIBLE TAUX, MAIS GARANTIE PAR UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE CONTROLÉE.

NON au régime gaulliste - NON au régime des partis - OUI à une représentation régionale et professionnelle

Telles sont les options fondamentales sur lesquelles je sollicite votre confiance et que je m'engage à respecter en toute indépendance et à l'écart des partis, remerciant par avance tous ceux et toutes celles d'entre vous qui voudront bien m'honorer de cette confiance.

Vu le Candidat : **Daniel BOISSE**

Imp. A. Marquis Ballancourt